

Rêves numériques et réalités budgétaires

Le troisième trimestre de 2025 a marqué un tournant, l'assouplissement plus tranquille de la politique monétaire au Canada et aux États-Unis et l'optimisme suscité par l'intelligence artificielle (IA) ayant propulsé les marchés boursiers vers de nouveaux sommets. Bien que l'élan des marchés demeure vigoureux, nous nous concentrons sur la dynamique budgétaire, qui jouera un rôle essentiel quant à la viabilité à long terme de la croissance économique.

Budget du Canada : Le budget que déposera le gouvernement fédéral cet automne devrait introduire un changement structurel en matière de planification budgétaire en transférant de façon permanente les annonces budgétaires du printemps à l'automne (publication prévue le 4 novembre pour 2025), ce qui donnera aux provinces plus de temps pour planifier leurs projets. Un nouveau cadre est également proposé pour séparer les budgets d'investissement et d'exploitation dans l'espoir d'améliorer la transparence et la reddition de comptes à l'égard des investissements à long terme et des dépenses courantes. Le gouvernement cherche à « équilibrer » le budget d'exploitation sur une période de trois ans (ce qui signifie que les revenus d'exploitation devraient couvrir les coûts), en misant sur l'automatisation et l'attrition. Entre-temps, les budgets d'investissement pourraient être déficitaires s'il y a lieu, et le déficit estimé de 68,5 milliards de dollars inscrit au budget de l'année prochaine devrait être financé par la dette à long terme. Cette stratégie privilégie les investissements axés sur la croissance, tout en maintenant une certaine rigueur à l'égard des dépenses récurrentes. Poussées par les soins de santé (notamment les prestations aux aînés), les infrastructures, le logement et les technologies propres, les dépenses fédérales annuelles devraient augmenter de 6,8 %. Ces investissements ciblés pourraient stimuler la croissance dans les secteurs de l'industrie, des matériaux et de la technologie, même si leurs effets seront plus graduels qu'immédiats. Dans un contexte de déficit croissant, de vieillissement démographique et de défis liés à la productivité, le gouvernement est aux prises avec un exercice d'équilibre délicat : favoriser une expansion économique résiliente au moyen de dépenses à fort impact tout en assurant la stabilité budgétaire à long terme.

Paralysie aux États-Unis : Au sud de la frontière, le gouvernement des États-Unis fait face à une dissension politique à l'égard du budget fédéral. Celle-ci est attribuable à la réduction des fonds de Medicaid et au recul des subventions aux soins de santé et de l'aide internationale, d'où la paralysie temporaire du gouvernement. Les marchés n'ont pas encore pris en compte les risques importants, mais des retards prolongés pourraient perturber les activités fédérales, déclencher des mises à pied temporaires et peser sur les dépenses de consommation. Ces perturbations ont amené le ministère du Travail à suspendre la publication du rapport de septembre sur l'emploi, de sorte que la Réserve fédérale américaine a été privée de données clés pour

POINTS À RETENIR

L'optimisme suscité par l'intelligence artificielle et l'assouplissement des politiques monétaires ont encore propulsé les marchés boursiers au troisième trimestre.

Le prochain budget du Canada marque un tournant pour l'expansion des technologies et des infrastructures.

L'augmentation des déficits budgétaires à travers le monde a stimulé la remontée de l'or, considéré comme une valeur refuge.

Le solide rendement des indices de référence cette année pourrait influencer le comportement des investisseurs et se traduire éventuellement par une augmentation de l'activité sur le marché au quatrième trimestre.

orienter sa politique. Le moment est particulièrement mal choisi vu la tension qu'exercent sur l'emploi les perturbations de l'intelligence artificielle, la lutte contre l'immigration et les pressions tarifaires. Une paralysie prolongée pourrait accroître la volatilité des marchés et nuire à la dynamique économique.

À l'échelle mondiale, les politiques budgétaires affichent une tendance semblable : hausse des dépenses et déficits à financer en s'endettant davantage. Cette situation s'est traduite par une dépréciation des devises (d'autant que le dollar américain s'est affaibli), de l'incertitude quant à la viabilité des finances publiques et des attentes d'inflation plus élevée. Par conséquent, les investisseurs et les banques centrales en quête de stabilité se sont rués vers l'or, considéré comme une valeur refuge, ce qui a permis au métal jaune de grimper de près de 50 % cette année et d'atteindre de nouveaux sommets historiques.

Actions canadiennes

Les actions canadiennes ont poursuivi leur impressionnante remontée, l'indice composé plafonné S&P/TSX ayant progressé de 12,5 % au troisième trimestre et de 23,9 % en dollars canadiens en cumul annuel. L'indice a surpassé la plupart des indices de référence et les actions américaines cette année. La remontée a été portée par le secteur des matières premières, en hausse de 37,8 % au troisième trimestre, l'or ayant atteint des sommets historiques et inscrit son meilleur rendement annuel depuis 1979. Stimulés par la hausse de la demande liée à la consommation d'énergie liée à l'IA et à l'expansion des centres de données, d'autres produits de base, comme l'argent et l'uranium, ont aussi affiché des gains importants. L'économie a montré des signes de tension en août, l'inflation atteignant 1,9 % sous l'effet des pics saisonniers dans le secteur des vêtements et des articles ménagers, bien qu'elle demeure en deçà de la cible de 2,0 %. Le chômage a grimpé à 7,1 % et le PIB s'est contracté à 1,6 %; ce ralentissement s'inscrit dans la foulée d'un effet de choc attendu, la flambée des exportations faites par anticipation cédant la place à un recul causé par les droits de douane. Le déficit commercial canadien, qui a triplé de mai à août, souligne l'impact des droits de douane et cet impact pourrait persister en l'absence de nouveaux accords commerciaux. Par conséquent, la Banque du Canada a réduit son taux directeur de 0,25 %, à 2,50 %, pour soutenir la croissance dans un contexte de tensions sur le marché du travail et de déséquilibre commercial croissant.

Actions américaines

Entraînées par l'optimisme entourant l'IA, les actions américaines ont également poursuivi sur leur lancée, l'indice S&P 500 gagnant 8,1 % en dollars américains et 10,3 % en dollars canadiens au troisième trimestre. Les technologies de l'information et les services de communications ont mené le bal, avec des rendements respectifs de 13,2 % et de 12,0 % en dollars américains. L'enthousiasme des investisseurs est soutenu par une hausse des bénéfices fondée sur la productivité gagnée grâce à l'IA et le déploiement prévu de plus de 350 milliards de dollars de capitaux par les grandes sociétés technologiques, rien qu'en 2025. De nombreux investisseurs axés sur l'IA sont emballés par ces dépenses en immobilisations, mais certains participants au marché établissent des parallèles entre les investissements actuels et la bulle technologique. Il faut donc traiter avec prudence les valorisations de ces sociétés technologiques. Par ailleurs, la situation économique aux États-Unis reste contrastée. Le PIB a augmenté à un rythme soutenu de 3,8 % au deuxième trimestre, mais les économistes restent largement en désaccord quant aux estimations du PIB pour le troisième trimestre. En août, l'inflation a grimpé à 2,9 % et le taux de chômage, à 4,3 %. Qui plus est, les créations d'emplois ont fortement ralenti, les entreprises semblant avoir interrompu les embauches et les licenciements dans le contexte de l'évolution des politiques d'immigration, des pressions tarifaires et des signes avant-coureurs de déplacements liés à l'IA. Par conséquent, la Réserve fédérale américaine a appliqué sa première réduction de taux de 0,25 % de l'année afin de recalibrer sa politique, tout en demeurant dépendante des données.

Actions internationales

Les actions internationales ont également poursuivi sur leur lancée. Les marchés développés, dont le rendement est mesuré par l'indice MSCI EAEO, ont gagné 6,8 % en dollars canadiens au troisième trimestre, les investisseurs s'étant tournés vers des occasions hors des États-Unis. Ces derniers ont beau profité d'une nette avance en matière d'innovation liée à l'intelligence artificielle, les investisseurs ont cherché à accroître leur diversification dans d'autres régions et secteurs offrant des valorisations plus faibles et une moindre exposition aux risques cycliques. La stabilité politique et la réglementation dans les économies de la zone euro ont soutenu les flux de capitaux, même si les changements à la tête du gouvernement en France et au Japon pourraient maintenant entraîner des fluctuations à court terme. Les marchés émergents ont inscrit un rendement supérieur à celui des marchés développés, l'indice MSCI des marchés émergents ayant progressé de 12,8 % en dollars canadiens au cours du trimestre. Les attentes de baisse de taux d'intérêt à l'échelle mondiale et le recul du dollar américain ont été favorables, car de nombreuses économies émergentes ont vu s'affaiblir les pressions s'exerçant sur leur dette, habituellement libellée en dollars américains. La hausse des prix des produits de base, les évaluations attrayantes et l'appétit pour le risque ont alimenté les flux de capitaux dans ces régions à plus forte croissance et à risque élevé.

Titres à revenu fixe

Les titres à revenu fixe ont également rebondi au troisième trimestre, l'indice des obligations universelles FTSE Canada ayant progressé de 1,5 %, tandis que l'indice Bloomberg U.S. Aggregate Bond (couvert en \$ CA) a progressé de 2,6 %, en dollars canadiens, respectivement. La reprise a été alimentée par les baisses de taux d'intérêt sur les principaux marchés, qui ont modifié leurs politiques monétaires afin de favoriser davantage la croissance économique. La réduction de taux de la Banque du Canada a facilité le ralentissement de l'inflation liée au logement et la baisse des taux des obligations du Trésor à 3 et 5 ans, ce qui pourrait offrir un répit aux ménages qui doivent renouveler leurs prêts hypothécaires. Cependant, les taux à long terme au Canada ont augmenté, reflétant les préoccupations inflationnistes à long terme suscitées par les programmes de dépenses du gouvernement. Du côté des sociétés, les conditions de prêt sont demeurées saines, soutenues par la croissance des bénéficiaires et une gestion prudente des dettes. Cependant, les secteurs sensibles à la consommation pourraient éprouver des difficultés liées aux politiques commerciales et à la baisse des taux d'épargne, qui renforceraient les arguments en faveur d'une gestion active et d'un positionnement sélectif plutôt qu'une exposition générale au marché.

Perspectives

La stratégie budgétaire du Canada est prometteuse, l'accent étant mis sur l'accélération de l'adoption de l'IA. Fait intéressant, bien que le pays excelle dans la recherche universitaire sur l'IA, l'adoption de la technologie par les entreprises y demeure limitée. Conscient de cette lacune, le gouvernement a créé un nouveau poste de ministre de l'Intelligence artificielle, qui sera responsable de la stratégie nationale, de la législation et de la diffusion de l'IA dans l'industrie.

Sur les marchés de capitaux, bien que le troisième trimestre ait toujours été sujet à des périodes de volatilité, cette année a été marquée par un élan positif constant. Soulignons que la plupart des indices de référence ont affiché de solides gains et ont surpassé de nombreux investisseurs actifs. À l'approche de la fin de l'année, les investisseurs sous-exposés pourraient ressentir le besoin de chercher de meilleurs rendements, ce qui pourrait amplifier la dynamique du marché, mais aussi accroître le risque de valorisations sans substance et de brusques reculs subséquents. Notre stratégie de placement demeure ancrée dans la recherche fondamentale et la diversification géographique, en recourant à une méthode rigoureuse qui nous aide à rester concentrés, surtout quand les émotions peuvent être fortes sur les marchés et faire abstraction des bénéficiaires des sociétés.

Gestion privée Fidelity est le nom de marque d'une entité commerciale faisant partie de Fidelity Investments Canada s.r.i. (FIC) et fournissant des produits et des services de gestion de patrimoine privé. Ces services ne sont pas tous offerts par FIC. Les services de garde sont offerts par Services de compensation Fidelity Canada s.r.i., une société affiliée à Fidelity Investments Canada s.r.i. Dans le cadre des services de gestion de placements discrétionnaires que propose Gestion privée Fidelity, FIC agira en tant que gestionnaire de portefeuille.

Le rendement des indices est présenté uniquement à des fins de comparaison. Les indices ne font l'objet d'aucune gestion et leur rendement ne tient pas compte des commissions de vente ni des frais, qui auraient pour effet de réduire le rendement. Il n'est pas possible d'investir directement dans un indice. Les énoncés aux présentes reposent sur des renseignements jugés fiables et sont fournis à titre d'information uniquement. Si ces renseignements reposent sur de l'information provenant, en tout ou en partie, de tiers, il nous est impossible de garantir qu'ils sont en tout temps exacts, complets et à jour. Ils ne peuvent être interprétés comme des conseils en placement ni comme des conseils d'ordre juridique ou fiscal, et ils ne constituent ni une offre ni une sollicitation d'achat. Les graphiques et les tableaux sont utilisés à des fins d'illustration seulement et ne reflètent pas la valeur future ni le rendement d'un fonds ou d'un portefeuille. Toute stratégie de placement doit être évaluée en fonction des objectifs de placement et de la tolérance au risque de l'investisseur. Fidelity Investments Canada s.r.i., ses sociétés affiliées et les entités qui lui sont apparentées ne peuvent être tenues responsables de quelque erreur ou omission éventuelle ni de quelque perte ou dommage subi.

De temps à autre, un gestionnaire, analyste ou autre employé de Fidelity peut exprimer une opinion sur une société, un titre, une industrie ou un secteur du marché. Les opinions exprimées par ces personnes représentent un point de vue personnel à un moment donné et ne constituent pas nécessairement celui de Fidelity ou d'autres personnes au sein de l'organisation. Ces opinions sont appelées à changer à tout moment en fonction de l'évolution des marchés et d'autres facteurs, et Fidelity décline toute responsabilité en ce qui a trait à la mise à jour de ces points de vue. Ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme des conseils en placement fiables ni comme une indication d'achat ou de vente visant un Fonds Fidelity, car les décisions de placement relatives aux Fonds Fidelity sont prises en fonction de nombreux facteurs.

Certaines déclarations formulées dans ce commentaire peuvent contenir des énoncés prospectifs de nature prévisionnelle pouvant inclure des termes tels que « prévoit », « anticipe », « a l'intention », « planifie », « croit », « estime » et d'autres expressions semblables ou leurs versions négatives correspondantes. Les énoncés prospectifs s'appuient sur des attentes et prévisions visant des facteurs généraux pertinents liés à la situation économique, au contexte politique et aux conditions du marché, comme les taux d'intérêt, et supposent qu'aucun changement n'est apporté au taux d'imposition en vigueur ni à la législation applicable. Les attentes et les projections à l'égard d'événements futurs sont intrinsèquement soumises, entre autres, à des risques et incertitudes parfois imprévisibles, et peuvent, par conséquent, se révéler incorrectes à l'avenir. Les énoncés prospectifs ne sont pas une garantie des rendements futurs, et les événements réels pourraient être substantiellement différents de ceux exprimés ou projetés dans les énoncés prospectifs. Certains éléments importants peuvent contribuer à ces écarts, y compris, notamment, les facteurs généraux liés à la situation économique, au contexte politique et aux conditions du marché en Amérique du Nord ou ailleurs dans le monde, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et les marchés financiers mondiaux, la concurrence commerciale et les catastrophes. Vous devez donc éviter de vous fier indûment aux énoncés prospectifs. En outre, nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ces énoncés à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la concrétisation d'événements futurs ou pour quelque autre raison que ce soit.